

Volume 57

Vol. 57 du Quartier latin, No 6, 16 octobre 1974

LES "BOUNCERS"



**Ça aussi
c'est l'Université de Montréal... p.3**

Dossier sur la sexualité

p. 5 à 8

Encore Le TAEU

p. 11

United Aircraft

p. 10-11

LIBERTÉ D'EXPRESSION

Au printemps dernier, l'administration de l'U de M avait dû abandonner l'idée de contrôler la vente et l'affichage devant la menace d'une mobilisation qui commençait à prendre de l'ampleur. Le journal Forum avait promis, en première page, un règlement écrit sur la liberté d'expression qui aurait comme objectif de "respecter la pluralité des idées" etc. etc. Une commission consultative s'est réunie tout l'été pour élaborer ce fameux projet de règlement. Elle regroupe, entre autres, la fine fleur des Bâtiments et Terrains: Perrault et Painchaud, bien connus pour leur souci

de protéger, même physiquement si nécessaire, les "droits fondamentaux" (droit de traverser un piquet de grève, droit d'arracher des affiches, etc.). Painchaud, qui l'an dernier dirigeait l'offensive pour interdire la vente de littérature sur le Campus, est chargé de rédiger les recommandations. Mais Painchaud écrit lentement. Cela se comprend d'autant plus aisément que le règlement ne pourra pas sanctionner officiellement les pratiques officieuses que l'administration a préféré jusqu'ici.

En attendant, l'attitude officielle des B et T est de permettre à tout groupe d'étu-

dants appartenant au campus d'afficher sans restrictions, mais après approbation. L'autre son de cloche, c'est ce que Perrault a dit à ses concierges de Sciences Sociales: "Quand c'est des affaires de Chili ou des affaires de grèves, téléphonez-moi avant de donner la permission." Le résultat de ces consignes vagues et contradictoires est fantaisie qu'on appelle aussi arbitraire dans l'octroi des permis d'afficher. Certaines affiches sont approuvées sans discussions; dans d'autres cas on limite le nombre à deux, ou à sept; et récemment, on a exigé que certains étudiants signent leur nom sur les affiches. Pourquoi par les empreintes digitales?!

Le sens de ces harassements est que l'université n'a pas abandonné l'idée de réglementer sévèrement toutes les formes de la liberté d'expression, mais qu'elle tente de le faire sans provoquer de réactions massives. On y va donc petit à petit, en évitant d'attaquer tout le monde à la fois pour isoler les tentatives de riposte; et dès qu'il y a résistance, on met la pédale douce et on recommence un peu plus tard. C'est pourquoi il faut exiger que l'Université publie au plus tôt son règlement pour ne plus se contenter de s'attaquer à des ombres fuyantes.

NOUVEL EXÉCUTIF AU SNEUM (section bibliothèques)

Le mercredi 9 septembre, en la salle "H" du pavillon des Sciences Sociales, le Syndicat National des Employés de l'Université de Montréal, section des bibliothèques, a procédé à l'élection d'un nouvel exécutif. Le SNEUM (CSN) est le plus ancien syndicat de l'Université de Montréal. Il fut fondé en 1962 mais ne comportait alors que les employés du Centre Communautaire. C'est en 1966, à la suite d'une nouvelle demande d'accréditation, que les employés des bibliothèques vinrent en grossir les rangs. Cette même année vit se dérouler ce qui demeure sans doute la plus longue et la plus dure grève de l'histoire de notre université qui déjà à cette époque ne cachait plus son visage antisyndical. La grève dura quelques dix semaines. Le SNEUM se compose toujours des deux sections mentionnées plus haut, qui ont chacune des exécutifs distincts, unies par un Conseil Syndical.

Tous les membres de l'exécutif de la section bibliothèque qui demandaient un second mandat ont été réé-

lus sans problèmes et les postes vacants ont été comblés. L'exécutif se compose maintenant des personnes suivantes: Président: André Audy; Vice-président: André Fleury; Secrétaire: Arlette Huot; Directeurs: Jean-François Bonin, Jacques Labelle, Yvon Doucet, Pierre Langlois, Angèle Dandurant.

La convention collective prenant fin le 31 mai 1975, le nouvel exécutif aura à conduire le syndicat durant la difficile période des négociations. Incidemment, les syndiqués ont procédé, au cours de la même réunion, à l'élection de leur comité de négociation. Le conseiller technique de la CSN était d'ailleurs présent à la réunion. Il est cependant un peu tôt pour entrevoir le climat des négociations, mais compte tenu des expériences précédentes, ce ne devrait pas être facile. Quoi qu'il en soit, Le Volume 57 vous tiendra au courant des événements. Juste un conseil, ne prenez pas pour acquis ce que vous lirez dans Forum à propos de ces négociations.

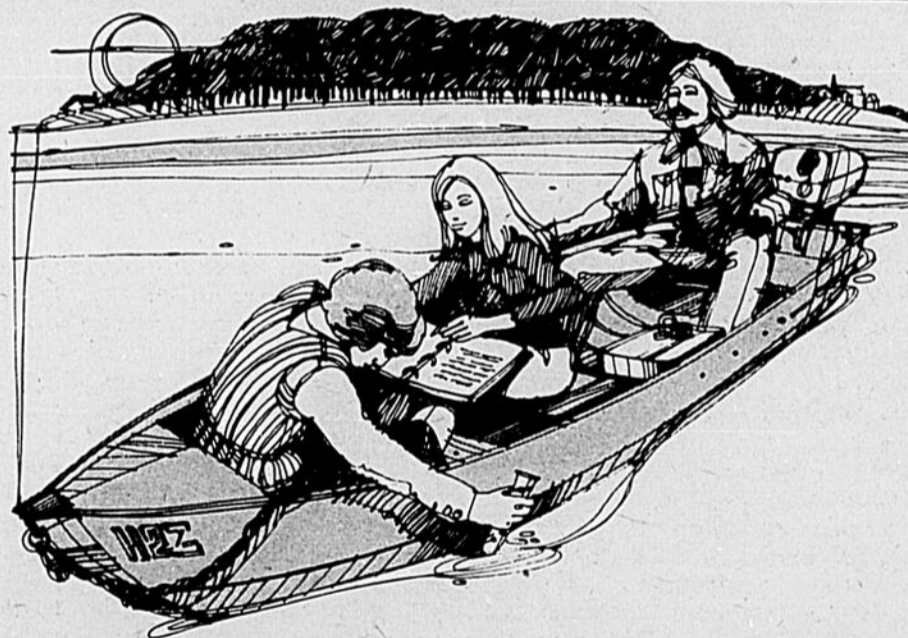
PERDU: UNE SERVIETTE "SAMSONITE" ET SON CONTENU

Le contenu représente
2 ans de travail, et inclut:
MANUSCRIT MÉDICAL
PHOTOCOPIÉ
TEXTE DACTYLOGRAPHIÉ
4 BOITES DE FICHES
1 MICROFILM

Je voudrais retrouver
au moins le contenu
très important
pour moi
sans question.

TÉLÉPHONER À:
681-7685

REMETTRE À SERVICES-CAMPUS,
LOCAL DU VOL. 57
OU REMETTRE À LA SÉCURITÉ
OU À LA BIBLIOTHÈQUE
DES SCIENCES SOCIALES



**Parler de mieux-vivre,
c'est bien.
S'impliquer,
c'est mieux.**



banque provinciale
LA BANQUE DU MEUX-VIVRE

petite histoire des stationnements à l'U de M

Comme tout le monde le sait sûrement, il se passe des "choses" en ce moment à Poly, et puis ça a à voir avec le stationnement... Ça n'est d'ailleurs pas la première fois qu'on entend parler du problème de "parking" à l'UdeM!

L'histoire commence il y a de ça, oh quelques dix ans, lorsque notre chère administration désireuse de voir l'étoile de l'université briller un peu plus au firmament pianifiait la construction des H.E.C. sur le campus. Il existait cependant un tout petit problème: un règlement municipal les obligeait à aménager des espaces de stationnement en fonction de la surface de planchers. Les H.E.C. en faisaient ainsi disparaître à eux seul 570; on transgressait la loi. Nos "boss", qui ne s'en faisaient pas pour si peu, avait prévu la construction d'un stationnement étagé de 1290 places. Ils demandèrent alors une subvention gouvernementale qui fut refusée par le ministère de l'éducation, sous le prétexte que ce genre de service devait s'auto-financer.

Mais rien n'arrêta nos brillants administrateurs. La bédelle à étages devait être construite coûte que coûte, même sur le dos des usagers... et les voilà partis! Les plans furent commandés en octobre 68 et livrés le 26 janvier 69, les soumissions demandées en février, le contrat signé le 15 mars 69 et, les travaux débutaient le 31 mars de l'an 1969.

Jusqu'à là pas trop de problèmes, pas de patronage trop visible en tout cas, mais c'est pas fini! Le 15 avril 1969, les étudiants et employés de l'université apprenaient que les tarifs du stationnement devaient doubler pour payer vous savez quoi. "Des lors la résistance s'organise." Employés et étudiants condamnent les mesures prises unilatéralement par l'administration. Et puis l'année scolaire prend fin...

À la rentrée, en septembre, naît un front commun contre la hausse des tarifs. Les boss refusent bien entendu de négocier; le conflit s'aggrave. Les usagers du stationnement décident de boycotter l'achat des permis: succès total. Après un mois seulement 425 des 3350 permis sont vendus. Face à cet état de fait, nos administrateurs cèdent et condescendent à rencontrer les représentants du front commun. La première rencontre avec les boss se solda par une victoire pour les usagers du stationnement; la

vente des permis fut suspendu et l'on en profita pour mettre sur pied un comité d'étude formé d'étudiants et d'employés. Suivez bien le reste...

Les découvertes du comité d'étude

Après un coup d'oeil sur les budgets du stationnement, il était devenu évident aux yeux du comité que les usagers payaient deux fois trop, car:

1o L'amortissement de l'éléphant étagé se faisait SUR DIX ANS (et se fait toujours, y en reste six) au lieu de vingt ans comme c'est la coutume d'habitude. Ce qui signifie qu'on remboursait la dette deux fois plus vite que normal.

2o Les usagers devaient payer pour l'achat et l'entretien des ambulances, et le salaire de huit ambulanciers qui sont affectés à tout genre d'accident même à l'intérieur des bâtiments, (aux dernières nouvelles c'est encore pareil).

3o Une autre découverte d'importance, qui devait encourager le front commun à poursuivre la lutte, fut la projection des tarifs de stationnement pour l'année 1974. En effet, ils devaient passer de \$120 à \$320 entre 71 et 74. L'administration prévoyait la construction d'autres garages étagés... la folie des grandeurs quoi! En passant, la loi municipale au sujet du rapport plancher/stationnement existe toujours; pis le pavillon inter-disciplinaire et le centre des sports y vont être construits!!! Ouais peut-être ben qu'on va nous en donner une autre bédelle étagée, à moins qu'on empiète sur le cimetière.

Fort de ces découvertes, le front commun réclame que les tarifs reviennent aux anciens barèmes, ce qui fut fait.



Michel LeFrançois... ou la sécurité déguisée en freak

Septembre 1970 — Ça recommence.

L'été porte toujours conseil à nos administrateurs. En effet, sans la participation du front commun, l'administration décrète une hausse des tarifs d'environ 40%; les permis B passent de \$85 à \$135, les permis C de \$65 à \$90, etc. Le boycottage recommence. Les boss doivent céder encore devant la solidarité des usagers. Finalement, en décembre, le prix est baissé: ceux de \$135 descendent à \$101.25, ceux de \$90 à \$67.50 etc.

Septembre 1971

Pendant l'été, c'est bien connu, nos administrateurs en profitent souvent pour faire passer quelques règlements, quelques hausses de prix; ça porte conseil les vacances. Les tarifs de stationnement sont de nouveau augmentés aux mêmes prix qu'ils étaient en septembre 70 (\$135, \$90, etc.) Les usagers tentent une fois de plus de s'opposer à l'administration; mais la résistance s'effrite. Les tarifs devaient demeurer en vigueur toute l'année.

Septembre 72

Les étudiants et employés de soutien de l'université de Montréal se sont finalement faits fourrés royalement. On ne parle plus des tarifs de stationnement. L'U de M semble avoir gagné son point.

Septembre 73

L'Université s'aperçoit qu'elle a oublié l'école polytechnique dans ses réformes lucratives. Elle tente en vue d'uniformiser les tarifs de stationnement, d'imposer une hausse de \$35 à \$90 pour les places de "parking" à la polytechnique. Les futurs ingénieurs boycottent l'achat des permis et finalement en février l'administration de l'UdeM cède et le tout se règle pour \$45.

Et puis cette année...

Pendant l'été, encore une fois, l'administration de l'UdeM, ayant bien réfléchi, fait asphalter le terrain de stationnement de polytechnique et profite de ce prétexte pour décréter une hausse de \$45 à \$90. Les étu-

dants n'entendent pas se laisser faire (cf Volume 57 de la semaine dernière). On ne prend pas le fait que les profits nets (35) vont aller au financement du garage étagé; dans certains milieux de polytechnique, l'on remet même en cause tout le contrat d'affiliation avec l'université de Montréal. L'administration d'U de M réplique au boycottage des ingénieurs en postant des fiers à bras à ses entrées pour empêcher les polytechniciens de monter en haut sans payer... moyen d'une subtilité édifiante! D'ailleurs, comme vous le voyez, en première page, ne font-ils pas une belle "Famille"? Ça aussi c'est l'Université de Montréal!!!

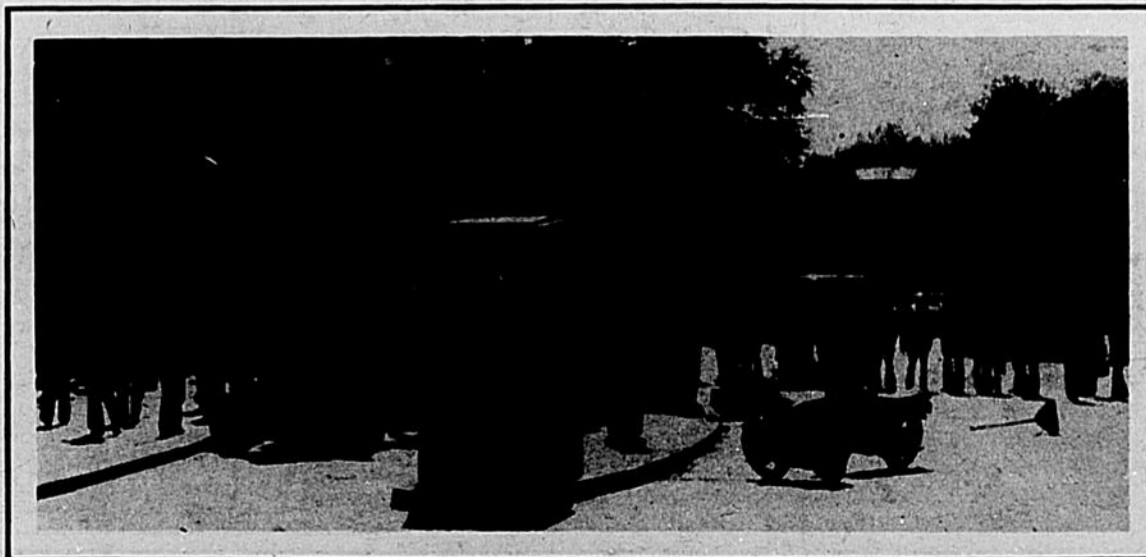
Jeudi matin, le 10 octobre

80 automobiles de polytechniciens passent dans un sentier de bois à travers la montagne pour éviter les armoires à glace de l'U de M. Puis, rejoins par leurs confrères, non-motorisés, ils manifestent sur le campus. À midi ils occupent leur propre administration. Un ultimatum est lancé à la direction de l'école polytechnique: les négociations doivent reprendre et les "bouncers" doivent sortir du campus, sinon tous les cours seront boycottés (ce qui fut fait). À quatre heures Gaudry (et oui le recteur de l'UdeM en personne) promet de retirer sa "Famille" de fiers à bras. Une rencontre de négociation est prévue pour le lendemain.

Vendredi, le 11 octobre

Les bouncers reviennent en force aux entrées des automobiles! Et voilà pour ceux qui croient encore en la bonne fois de Gaudry et de sa gang. Les étudiants de polytechnique se regroupent spontanément et descendent en bas. 500 d'entre eux entrent à l'immeuble principal et font un chahut du tonnerre dans les corridors.

Entre parenthèses, il y avait là un petit morveux adjoint au chef de la sécurité qui, de par son air de "freak", tentait d'espionner le tout en se faisant passer pour étudiant: Michel LeFrançois (photo ci-contre). Celui-là il faudra le surveiller à l'avenir: en 71 c'est lui qui conduisait les ambulances de l'UdeM remplies de fiers à bras, en 72 on l'a souvent vu tenter d'espionner les assemblées générales pendant la lutte sur les frais de scolarité. Y'é par-tout pis en plus c'est un ancien flic de la sûreté du Québec.



DE NOUVEAU LE

DAILY



Cette semaine encore, le Daily sera sur le Campus de l'U de M: on pourra se le procurer aux Sciences Sociales dans les boîtes près de la librairie ou à l'Immeuble Principal, en bas de la rampe mobile. Rappelons encore une fois que le Daily est le journal étudiant du campus de Mc Gill. Animé par des étudiants progressistes, le journal cherche à poser des questions sur la

véritable nature de l'Université, son rôle dans la société, de même que de susciter des débats sur la société capitaliste en général.

Dans l'ensemble, le Daily semble avoir été bien accueilli sur le campus. De fait, les étudiants ont manifesté leur sympathie et leur intérêt — en le prenant et... en le lisant! La question de langue ne semble pas poser de problème: les étudiants ont vite compris la différence entre ce qui pourrait constituer l'oppression nationale et entre les positions du Daily qui éclaireront sous un jour nouveau les problèmes vécus par la communauté anglophone — les mêmes que les nôtres en fin de compte... — en général, et les travailleurs anglophones en particulier face à cet adversaire qui est le nôtre, le capitalisme.

STATIONNEMENT...

SUITE



Après leur ballade dans les dédales de l'immeuble principal, les manifestants décident d'aller déloger les "bouncers". Les étudiants en viennent presque aux coups avec ceux postés près de la rue Édouard-Montpetit. N'eût-été d'agents modérateurs de l'Association des Étudiants de Polytechnique, ceux qui avaient auparavant causé des dégâts matériels aux automobiles des étudiants auraient passé un mauvais quart d'heure. Les bouncers ont finalement retraité pour aller rejoindre le reste de la "Famille" à

l'entrée de la rue Décelles... Et les manifestants les y ont suivis... Là le "show" commence. Les polytechniciens décident en effet de déloger les armoires à glace à coup d'oeufs, aidés d'étudiants de sciences sociales. Vous auriez dû voir Turgeon, un de la sécurité de l'UdeM, Gouin, un autre, etc... recevoir leur oeuf en pleine face... Ça faisait chaud au coeur des polytechniciens, ils applaudissaient chaleureusement les bons viseurs et tiraient des oeufs de plus belle. Finalement les bouncers retraitent dans la rue, les étudiants eux sont sur le terrain de l'Université; puis la police arrive. La bataille d'oeufs continue au moins une bonne demi-heure jusqu'au moment où la police ordonne aux fiers à bras de quitter la voie publique. Les bouncers partis, les polytechni-

ciens s'en vont fêter ça dans leur cafétéria. Face à tous ces événements l'administration de Polytechnique a décidé de rencontrer celle de l'Université pour que des négociations s'ouvrent à partir de mardi matin avec les étudiants. Faudrait cependant pas se leurrer. Les étudiants et travailleurs de l'UdeM savent depuis longtemps comment le mot négociation résonne dans la tête (?) de nos administrateurs: non, bouncers, non, injonction...

En tout cas, quand vous lirez ces lignes, il y aura déjà eu séance de négociation. On verra, un miracle peut-être?

On apprend à l'instant que l'UdeM a reculé et offert aux gars de Poly de payer \$70. Ceux-ci ont refusé... à suivre.

chambre et pension gratuites en échange de légers travaux de maison et de gardienne le soir - propre, chambre%TV-chambre de bain - petit salaire. Tel. 482-3789.

Voici l'étrange et merveilleuse chaussure au talon plus bas que la pointe.



Cette chaussure est différente de toutes celles que vous avez portées jusqu'à ce jour. C'est la chaussure EARTH* au talon abaissé. La chaussure conçue en fonction de l'harmonie de tout votre corps.

Le talon de Earth* shoe est effectivement plus bas que la pointe de la chaussure, ce qui vous permet de marcher naturellement, comme lorsque vous marchez pieds nus sur le sable ou sur un sol

mou et que vos talons s'enfoncent plus profondément que vos orteils.

Toute la semelle de Earth shoe est moulée d'une façon très spéciale. Elle vous permet de marcher avec un léger mouvement rotatif et d'être à l'aise et confortable sur le dur ciment de nos villes.

Mais rappelez-vous: ce n'est pas parce qu'une chaussure ressemble à la nôtre qu'elle est aussi efficace.

Pour être certain d'acheter la véritable Earth shoe regardez notre marque de commerce sur la semelle.

Votre corps vous en remerciera.

Souliers, sandales, sabots et bottes pour hommes et femmes. De \$23.50 à \$42.50.

*EARTH est une marque déposée de Kalsφ Systemet, Inc. ©1974 Kalsφ Systemet Inc.

**Earth
shoe**

Les chaussures de marque Earth sont vendues exclusivement dans les magasins Earth Shoes...

1427 rue Stanley Tél. 842-5885

Coke... le vrai de vrai

Marque déposée



A L'U de M: UN MOIS SUR LE "SEXE"...

Dans le cadre du "mois sur la sexualité" organisé par la SOCP des S.A.E., le Volume publie cette semaine des articles sur la question des rapports sexuels, la famille et la libération sexuelle. Le lecteur verra tout de suite une coupure très nette entre deux façons de "voir" la sexualité: l'une est celle endossée par l'équipe du Volume elle-même, l'autre est exprimée par des organisateurs de ce mois.

L'équipe aurait pu ne faire valoir que son point de vue sur la question, mais étant donnée l'importance que va prendre ce débat pendant le mois à l'U. de M., elle a cru nécessaire d'y ouvrir ses pages. Ce débat devrait à notre avis se poursuivre et toute personne intéressée à y participer est bienvenue au Volume.

L'amour, la famille, le couple, font partie de ces sujets dont on nous rabache les oreilles de toutes sortes de façons (les meilleures sont loin d'être les plus fréquentes!), que ce soit dans la revue "Nous" ou dans "Playboy", dans les romans feuilletons, savons, ou autres qui sévissent à la T.V., dans la quantité de belles "tounes d'amour" qu'on entend à longueur de jour à la radio, etc.

Les rapports affectifs et sexuels constituent donc un sujet de préoccupation majeure dans notre société. Les rapports de couple, d'amour, y sont valorisés au maximum, au point d'en devenir omniprésents, obsédants. Et ce qui est valorisé est bien sûr un modèle bien particulier de rapport affectif; c'est le modèle du couple adulte homme/femme avec encore dans la grande majorité des cas une dépendance économique totale de la femme et une domination de l'homme; c'est le modèle de la femme féminine et de l'homme viril; c'est le modèle de la femme "éleveuse d'enfants" qui tient bien sa maison et qui va tout faire, le cas échéant, pour "sauver son ménage".

Tous les rapports affectifs sont plus ou moins forcés, de par l'organisation — même de la société, de se modeler sur ce 'pattern' ou du moins de prendre une forme qui y ressemble. Toute l'affectivité est ainsi canalisée vers les rapports de couple ou de famille. En dehors de ces lieux l'individu se retrouve souvent isolé dans une société où tout est parcellisé, individualisé au maximum et où les rapports de camaraderie, d'entraide, d'amitié dans le travail sont plutôt rares! Ainsi sur un campus de 20,000 étudiants comme à l'U. de M., il arrive souvent que nombre d'entre eux se sentent seuls et isolés. L'esprit de compétition et la volonté de "réussite" y étant parmi les valeurs les plus véhiculées, à part dans certains cas où les étudiants se regroupent spontanément en petits noyaux de travail collectif, (malgré la forme individuelle du travail demandé), ils ont généralement beaucoup de difficulté à trouver dans ce milieu un atmosphère de travail chaleureux.

Or, ces rapports affectifs de couple, si valorisés et tellement "chantés" par les media d'"information" de tout acabit, comment sont-ils vécus? Ils reprennent le plus souvent les valeurs de base de la société: individualisme, concurrence, possessivité, compétition pour "avoir" l'autre: "les amoureux sont seuls au monde", dit-on... donc isolés du reste de la société "en dehors". Les rapports affectifs et sexuels sont ainsi toujours présentés comme "autre chose" que des rapports sociaux, et les problèmes qui s'y posent sont vécus comme des problèmes individuels n'ayant aucun lien (ou à peine...) avec la réalité sociale.

"Ma maison, mes enfants, ma femme"... toute l'attitude liée à la nécessité de reproduire la famille, et liée surtout à la dépendance économique de la femme, toute la possessivité qui en découle est bien facile à observer quotidiennement.

Les rapports affectifs et sexuels sont bien des rapports so-



ciaux; la famille est bien une unité économique et sociale étroitement liée à l'organisation de l'ensemble de la société; les valeurs véhiculées dans les rapports de couple sont bien celles de la réussite capitaliste, de la concurrence, du sentiment de propriété.

Si on veut changer tout cela, cela ne peut donc se faire isolément; si ces rapports sont des rapports sociaux au même titre que tous les autres, alors c'est le premier rapport au sein de la société, le rapport économique, le rapport d'exploitation auquel il faut s'attaquer. Il s'agit de chercher des solutions collectives et non individuelles, actives et non passives, d'entreprendre et d'agir sur les causes et non sur les effets! Cela veut donc dire en faire une analyse politique et, par conséquent remettre en question les bases mêmes de tout ce bel édifice social dans lequel nous vivons. Mais cela veut dire aussi poser sans délais l'importance d'entreprendre la tâche de construire des rapports francs et honnêtes entre les gens, de vivre les rapports de travail, de camaraderie, d'amitié et d'amour de la façon la moins concurrentielle, la moins possessive et la moins individualiste possible.

LIBERATION?

La dite "révolution sexuelle" prône un changement dans les rapports affectifs et sexuels, entre individus du même ou des deux sexes. Initiative louable, me direz-vous... les rapports entre les gens sont assez ambigus, froids et souvent agressifs, chacun se retirant derrière une image-type, que ça vaut bien la peine d'envisager un autre modèle. Pourtant, a y regarder de plus près, les "mécanismes" apportés pour et par cette "révolution sexuelle" sont bien loin de pouvoir être considérés comme uniques, sans embûches et "révolutionnaires". Deux critiques peuvent en effet principalement être apportées: — une critique sur l'aspect immédiat et mécaniste des changements prônés.

— une critique sur la notion

d'individualisme contenue dans ces changements.

1- Aspect immédiat et mécaniste

Une libération ne peut se faire du jour au lendemain. Une libération est une lutte, un combat — collectif d'habitude — contre un ennemi, un opprimant. Une libération est une victoire et il ne suffit pas du "tilt" de la baguette magique pour être libéré. Faire l'amour tout plein, avec un tas de monde, c'est peut-être bien jouissif; considérer qu'en le faisant tous ensemble, on élimine toute notion de jalousie, on évacue la compétition; se dire que si l'on est bi-, homo-hétéro — ou pan-sexuel (ou bien vierge!) et qu'on l'assume, tout est dit: la libération est à la porte, il suffit de lui ouvrir...

Mais les choses ne se passent pas ainsi. L'évolution d'un mode de pensée, comme la notion de jalousie par exemple, directement reliée à celle de propriété, notion par excellence de la société capitaliste, n'est pas mécanique. Et ce n'est pas en coupant la racine à la base (i.e. faire l'amour avec tout le monde) qu'on évacue la notion de jalousie, comme si une chose chassait l'autre. Une évolution demande du temps pour s'accomplir, le temps de lutter contre les préjugés, notions et habitudes inculquées et bénies par notre éducation.

Changer les rapports sexuels et affectifs est un travail à long terme et il demande des débats plutôt que le simple fait d'accomplir des actes "libérés", seul ou en gang. En outre, penser qu'en accomplissant ces actes "libérés sexuellement", on change la gamme des rapports affectifs, est tout aussi mécaniste. Les rapports affectifs s'éteignent sur un champ très large, que la sexualité (au sens

strict) ne couvre pas entièrement. Même si certains prétendent que tout — le verbal et le non-verbal — est sexuel, il n'en reste pas moins que ce n'est pas en réglant "sexuellement" les choses que les aspects affectifs (TOUS les aspects affectifs) seront réglés. Les rapports personnels que l'on a avec d'autres sont des rapports affectifs et il est farfelu de penser que le fait de s'accomplir sexuellement et de savoir jouir — seul ou avec d'autres — améliore ou change le type de rapports affectifs que l'on vit chaque jour — camaraderie de jeux, de sport ou de travail, amitié ou amour.

Changer les rapports sexuels pour changer tous les rapports affectifs, ne plus vivre le rapport dominant-dominé dans la sexualité et penser que, de fait, il n'existera plus dans nos autres rapports avec les gens, c'est nier toutes les conditions de vie de la société capitaliste,

Tournez la page...

c'est nier l'idéologie qu'elle véhicule et qui nous prend autrement que par le sexe.

2- Individualisme

Un autre aspect de la "révolution sexuelle", c'est de centrer l'individu sur lui-même, de faire de la "libération", SA libération, de la sexualité, SA sexualité, ou encore de régler des problèmes entre l'individu lui-même et un cercle restreint de personnes, i.e. se "révolutionner" individuellement et non collectivement. L'exemple de la commune est, à ce sujet assez représentatif. La commune — que j'appellerai plutôt "cercle clos" — tente de faire de quelques individus un unique et même corps. Dans la commune, on met en commun, idéalement, son travail, ses sentiments et ses expériences sexuelles. Mais, si l'on essaie de régler tous problèmes de jalousie, d'agressivité, de compétition entre les "communards", il reste que c'est chaque personne qui, penchée sur elle-même règle avec l'autre leurs



problèmes. Régler ses problèmes individuellement, c'est peut-être bien utile, mais croire qu'à chacun réglant SES problèmes, il s'en suivra une libération collective, c'est utopique. Et ce n'est pas non plus en formant par petits groupes, des millions de communes que la libération sera collective. Se pencher sur SON nombril, regarder SON moi, SA sexualité, SON fondamental, est un faux départ pour une libération qui voudrait toucher tout le monde.

De toutes façons, de nouveaux rapports, s'ils doivent exister, ne peuvent s'imaginer "flottant" dans la société capitaliste. Ce serait un peu comme essayer d'insérer ou de changer un morceau à un puzzle déjà constitué; même en le faisant rentrer de force, il n'a pas sa place. Si de nouveaux rapports peuvent exister, c'est seulement dans le cadre d'une société dont les fondements seront tout autre que ceux de la société capitaliste. Il s'agira

peut-être de rapports affectifs que nous, dans la société capitaliste actuelle, ne pouvons même pas imaginer tant, partant d'une autre base, ils seront différents de ce que nous vivons.

Mais les signes concrets de la révolution sexuelle en tant que révolution sociale sont déjà moins éloquentes. On comprend seulement qu'une certaine catégorie de gens y accordent une importance très spéciale, alors que l'idée même échappe totalement aux autres. "La révolution sexuelle", lorsqu'elle se présente comme le moteur de la révolution sociale, s'appuie sur l'oppression spécifique en système capitaliste, des femmes et des enfants dans la famille, sur l'oppression, l'ostracisme dont sont victimes tous ceux qu'on appelle déviants. Face à une "révolution sexuelle" qui se présente en terme purement individuels et immédiats, deux questions sont fondamentales: 1. De quels changements sociaux les phénomènes de la réévaluation sexuelle sont-ils porteurs?

2. À quelle classe sociale appartiennent ces phénomènes et quels buts servent-ils? La première chose à observer, c'est que tout ce qui a été classé sous le terme de libération sexuelle: (1) n'a jamais mis de l'avant aucun changement global et cohérent de la société — (2) a toujours considéré son influence sur la société comme un "processus", la conséquence de "révolutions" individuelles agissant de l'extérieur, sans travail proprement collectif.

La libération sexuelle, en soi, n'est pas porteuse de bouleversements sociaux: elle n'est objectivement qu'un réaménagement du système dans les rapports sexuels et affectifs de façon à ce qu'il poursuive tranquillement son petit bonhomme de chemin.

D'abord en ce qui concerne les modes de vie qui sont supposés favoriser une sexualité libérée: La commune, rurale ou urbaine. La première idée, c'est que ce qui peut à première vue sembler une forme d'"organisation sociale", se trouve, dans les faits, complètement en dehors du processus de production. Vivre de l'assurance-chômage, ou des maigres revenus d'une ferme archaïque, c'est refuser l'avancement des forces productives. Mais d'où qu'on prenne les revenus, le refuser de prendre en considération cet avancement des forces productives et la question de leur contrôle par les collectivités comme des faits et des tâches historiques qui demandent des interventions, c'est refuser

d'envisager concrètement le contrôle collectif de la société.

Les valeurs de réceptivité de passivité d'empathie vis-à-vis des êtres et des choses ne sont qu'un aspect de nous-même: ils existent en opposition avec l'activité; l'action sur les êtres et les choses, l'expression! De la même manière que l'instant se définit en opposition avec le déroulement du temps, et l'individu dans son rapport avec la collectivité. Ce qui signifie que l'existence et la responsabilité des hommes doit inclure la collectivité entière, concrètement autant qu'eux-mêmes, comme elle doit inclure le devenir historique autant que l'instant immédiat. En système capitaliste, comme on n'a pas le droit, dans les faits, de s'occuper concrètement et activement du devenir collectif historique, les individus se trouvent empêchés de vivre toute une série de rapports affectifs et de sentiments qui sont liés à l'appartenance à une collectivité, à la domination collective de la nature et du temps.

En ce qui concerne la famille, les idées limites dites "révolutionnaires", qui prennent la liberté totale de l'enfant, en supprimant carrément toute influence des parents sur lui, où en répartissant la responsabilité de son éducation sur un groupe dont l'existence est précaire et les buts imprécis, ont aboutis à l'inverse du but visé. Plutôt que la liberté totale, on risque que ce soit le déterminisme total, capitaliste, qui s'abatte sur l'enfant. À quoi lui sert de développer une singularité qui contrecarre la société s'il doit un jour vendre sa force de travail pour pouvoir survivre.

Et du point de vue des rapports hommes-femmes, les phénomènes de la "libération sexuelle" ont-ils été vraiment davantage porteurs de changements sociaux?

Comment peut-on dire que la sexualité est libérée, alors que les femmes restent aux prises avec une image sociale d'elles-mêmes qui les réduit à n'être que des objets de consommation! A-t-il été au programme de la révolution sexuelle d'expliquer que les femmes peuvent être autre chose que jeunes jolies et disponibles? Bourgeoise ou freak, c'est la même féminité passive, enrubannée dans les jupes et les volants!

Il y a cependant un domaine où la "révolution sexuelle" n'a pas pénétré: celui des rapports entre classes. C'est là qu'elle se démasque. Dans la société capitaliste, la reproduction des classes est un phénomène établi, un tabou à ne pas enfreindre. Quand on y pense, arrive-t-il souvent à une étudiante d'université, à une jeune bourgeoise d'Outremont (ou d'ailleurs) de se marier ou de

sortir avec un ouvrier de la construction?

C'est l'appartenance à une classe et non des critères psychologiques qui, en dernier recours, détermine les rôles sexuels avec plus ou moins de rigidité. Pour les femmes, en particulier, les fondements de l'exploitation ont toujours résidé dans l'exploitation économique. C'est parce qu'elles étaient exclues de la production et qu'elles ne pouvaient survivre par leurs propres moyens qu'elles sont devenues les esclaves des hommes accomplissant toute une série de travaux ménagers indispensables à la société pour lesquels elles n'étaient pas payées.

Le développement du capital a amené les femmes à participer à la production. Et comme nous vivons dans une société de classes, leur entrée sur le "marché du travail" a été bien différente selon la classe à laquelle elles appartiennent. Pour les femmes de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie, le travail est une valeur nouvelle, envisagée surtout sous l'angle de la réalisation de soi dans une activité productrice. Cela permet aussi la dépendance économique bourgeoise et ce qu'elle implique: culture et loisir.

Pour les travailleuses et les femmes de la classe ouvrière, le marché du travail représente toute autre chose. C'est la même exploitation que les hommes, doublée ou aggravée de celle de la femme. Ce n'est en aucun cas l'"indépendance" économique: c'est pour la plupart la survie malgré l'exploitation, le plus souvent en aidant leur mari.

C'est loin de leur garantir culture, loisir et liberté: que deviendrait une travailleuse de 40 ans, si elle n'était pas mariée et qu'elle perdait son emploi?

Ce qui nous amène à la réponse à la deuxième question.

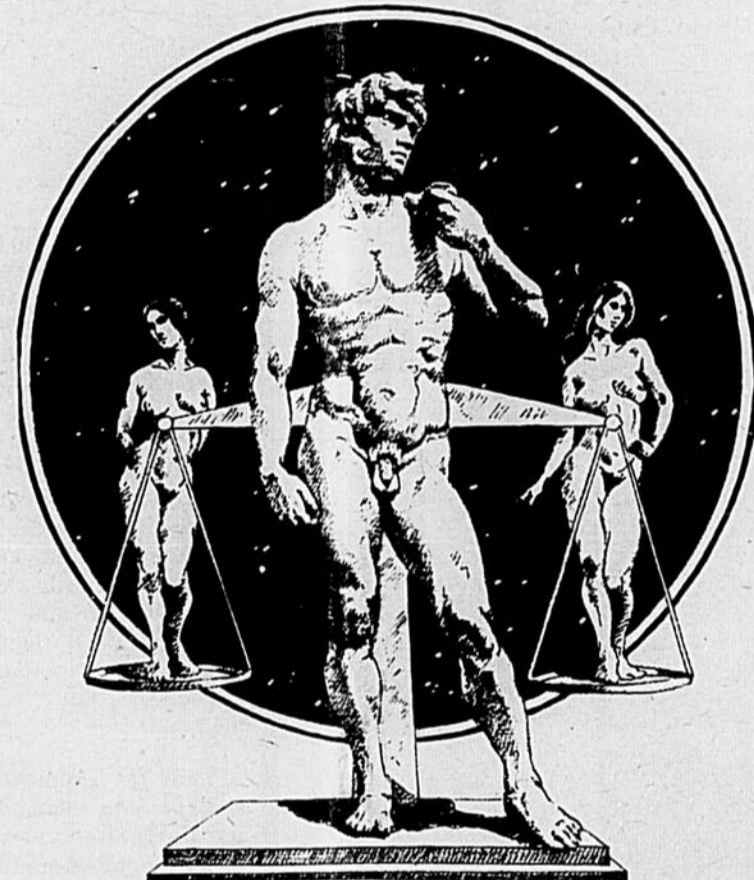
Finalement, la révolution sexuelle n'appartient qu'à une classe bien déterminée de la société: celle qui a le temps de la vivre et de la penser. Elle est pour ceux qui se sentent assez coincés dans le système capitaliste pour se révolter mais dont les intérêts sont trop liés à ceux de la bourgeoisie pour qu'ils mettent clairement de l'avant la nécessité de développer des alternatives collectives aux rapports aliénants dans lesquels ils sont enfermés.

Pendant que s'effectue la révolution sexuelle, les rapports d'exploitation et de domination existants ne bougent pas d'un pouce.

LA SEXUALITÉ EN TANT QU'OUTIL DE VENTE ET DE CONDITIONNEMENT

Quelles images de la vie sexuelle la société capitaliste véhicule-t-elle? Comment y

parvient-elle et dans quel but? Les images sont d'abord des images de bonheur—si c'est le contraire, le produit publicisé est là pour y remédier. Par exemple, la vieillesse qui ne peut qu'être heureuse (la mort n'existant pas comme chacun le sait). Pepsi, entre autre, nous montre à la TV trois générations toutes joufflées buvant goulument son liquide à rôter, puisque cela va de soi que chacun en boit et qu'il fait partie de l'héritage culturel...Et après une vie de travail "sain", les grands parents ont droit au repos, à la reconnaissance et à la paix. Quant à la sagesse, elle consiste à boire du Pepsi...Mais avant d'avoir un pied dans cette tombe inexistant et, de toutes façons, de fort mauvais goût, ces aîeux ont d'abord été des enfants, des chérubins asexués (Freud est à proscrire



chez Heinz et Flushaby) dont les crottes étaient évidemment inodores. La question des odeurs est d'ailleurs fondamentale. Le nez est à l'image du pénis-clitoris. S'il faut s'en servir, c'est en cachette. Après les désodorisants pour les bras et les tampsax à spring, voici le désodorisant vulvaire qui est à ajouter aux poudres pour les pieds, au papier hygiénique parfumé, les avant-pendant et after shave (lié à la phobie des poils), etc. Bref tout pour masquer le corps aphrodisiaque (ses odeurs). Et l'enfant, séduit par ses parents (et vice versa), apprend à se conformer. Sinon je vas te sa-crer une volée sur les fesses (admirez au passage le sa-

cessus entre le frère et la soeur. La famille verra donc à transmettre ce double standard. On entend par cette expression, l'accentuation des différences entre les sexes par rapport à une forme d'égalitarisme. Ainsi le garçon est grand, fort, actif, complet (la fille n'a pas de pénis ha! ha!) et on sera plus permissif à son égard (c'est moins grave s'il bégaye parce qu'il ne peut pas tomber enceinte ha! ha! bis) tandis que la fille sera petite, délicate, faible, incomplète (jusqu'à ce que le bébé la complète) et on sera plus restrictif à son égard. Celle-ci attendra patiemment que le Prince charmant arrive dans sa Mustang. Et la Belle au bois

dormant achètera une fortune en maquillage pour être certaine de bien ressembler à son masque idéal (transmis par les parents, l'école, les media, etc). Et son prince ne mangera sa soupe qu'en autant qu'elle soit conforme à la recette de sa mère. (Bien que depuis Campbell le problème soit moins aigu!). Et l'amour ladedans? Hé bien, on s'appartient dans tous les sens du terme. On était des sujets, on devient des objets l'un pour l'autre. Et l'opération doit être rentable, sinon on ne voit plus la vie en rose. Mais Household Finance y pourvoiera sur contrat de mariage pour vous endetter pour 25 ans—plus le mariage est long, meilleur il est (comme si la durée pouvait être un critère). Vous n'êtes pas sur terre pour vous amuser mais bien pour rembourser votre bienfaiteur qui a fait de vous un esclave pour le prochain quart de siècle. Il va donc de soi que le travail est une valeur incontestable allant de pair avec la persévérance, la compétition, l'agressivité et la volonté de puissance. Mais qui a intérêt à transmettre ces valeurs? Si la chose est telle, c'est qu'on veut que ça continue, que le système se perpétue, très souvent non pas parce qu'on tient au système mais parce qu'on est inconscient de ses rouages et qu'on comprend mal le rôle de la famille, de l'école, des media, de la religion, du système juridique, politique et scientifique.

À toutes ces images du conformisme mercantile, il faut donc opposer des patterns de comportement libertaire. Au double standard, opposons l'égalitarisme, au rapport de domination, des enfants et de la femme en particulier, la libre détermination, à l'amour (notion fourre-tout par excellence) opposons l'évidence énergétique, au travail, opposons le jeu (le travail ludique) et la paresse et au mariage enfin, opposons l'union libre, l'amour de groupe, le triolisme, la bisexualité et/ou l'homosexualité. En d'autres termes, le paraître doit cesser d'avoir le dessus sur le vécu.

On nous enseigne comment se comporter et quoi expérimenter dans chaque situation. Les situations mêmes sont en nombre restreint et la prise de conscience de celles-ci au niveau relationnel procède à la libération. Par exemple si une fille se trouve toute seule avec un garçon, la situation est déjà définie comme de l'intimité. Le garçon peut ressentir intériorité de l'assurance, de l'angoisse, etc., son comportement (visible, extérieur) reflétera ou non son expérience. La fille lira ce comportement et se sentira angoissée, assurée, selon le cas, etc; à son tour, son comportement le



montrera ou non. Ils ne partagent pas la même expérience, car on ne vit pas le feeling de l'autre, mais son comportement, qui n'est pas toujours congruent et qui, par la traduction que j'en fais, peut devenir une construction d'images personnelles. Ainsi chacun dans son monde, tel que la "normalité" le demande, mon expérience, produit de la répression, est médiée à travers ton comportement stéréotypé. Étant moins que je pourrais l'être, vivant ce qu'on m'a dit que je dois vivre je nie mon existence feeling, je ne suis pas présente. Je "Fonctionne" avec des symboles (homme/pénis, femme/utérus, pays/mère, gouvernement/père, etc).

Ce qu'on appelle "réalité" n'est qu'une parmi une infinité: Le niveau symbolique se joignant à d'autres niveaux de conscience: l'orgasme, le néant, l'émotion, le somatique, le cellulaire, l'atomique, etc.

Ce qu'on nous a enseigné à vivre c'est l'autre comme absent, car je ne vis pas une relation en voyant, en sentant, mais en imaginant, en réfléchissant. Tu es un objet et non une personne: Car je tiens compte de ton comportement et non de ton expérience à laquelle je n'ai pas accès. Je t'objectivise avant que tu le fasses: car c'est le plus fort qui gagne. Tu n'es pas, car je ne suis pas présent à toi, je te crée à mon image, en t'interprétant. Rester conforme c'est m'épargner de chercher qui tu es.

L'anormalité, devient ainsi une arme de combat nécessaire contre la conformité destructrice de l'expérience, contre la commodité du tout cuit dans la bouche, contre l'autre comme absent, comme image, contre la solitude du manque de choix, contre l'insatisfaction de l'autre responsable de mon plaisir, contre le moi répressif du je. SOYONS FOUS ET PERVERS POUR COMMENCER À VIVRE.

La "normalité" est-elle rentable pour nous, nous qui "fonctionnons" dans le paradis production/consummation? Car plus nous sommes conformes à nos modèles de

comportement, plus nous sommes semblables, plus nous sommes standardisés, plus nous voulons la même chose, c'est-à-dire AVOIR, POSSÉDER; le char, la maison, la femme masque-facial Avon, les enfants genre René Simard en vente dans tous les "bons" magasins...Plus nous voulons la même chose, plus nos désirs peuvent être planifiés et assurer ainsi l'augmentation continue de la production...Plus nous augmentons la production, plus nous avons du travail, de l'occupation...Plus nous sommes occupés, moins on a le temps de réfléchir, moins nous sommes conscients, plus le contrôle social est facile à exercer...Plus le contrôle social est grand, plus nous sommes programmés à désirer ce que nous voulons nous offrir...Parmi les choses que nous voulons bien nous offrir c'est la satisfaction sexuelle conditionnelle...LA CONFORMITÉ DEVIENT AINSI UN BESOIN POUR FAIRE FONCTIONNER NOTRE SYSTÈME.

On ne peut pas se plaindre qu'on n'a pas le choix, en se conformant à nos lois sociales, car tout un répertoire de masques est à notre disposition. On n'a qu'à regarder les journaux, la TV, les films, pour prendre celui qui nous convient le mieux:—LA MÈRE: Celle qui donne, qui aime, qui se sacrifie, qui ne vit que pour ses enfants, qui ne jouit pas, qui n'a pas le temps, qui fait le ménage dans la chambre à coucher.

—LE PÈRE: Celui qui apporte, qui juge, qui se satisfait ailleurs (maîtresse, travail, taverne) et qui donne le bon exemple à la maison, qui obéit, qui en demande son dû d'époux que le samedi soir avant de s'endormir.

—LA FEMME FATALE: Attire, consomme et quitte, brille comme une étoile lointaine, inconnue et mystérieuse, reçoit et ne donne que conditionnellement, compte le nombre de ses orgasmes.



—LE DON JUAN: Séducteur raffiné, jamais satisfait, jamais arrêté en chemin, n'a jamais de besoin, technicien de la chasse à la femme, manipulateur de clitoris, de vulves, de seins, étant juste de passage.

—LA VIEILLE FILLE: Seule, oubliée, abandonnée, plissée, malchanceuse, aigrie, s'occupant de ses chats, envieuse, ne se masturbant même pas.

—LE VIEUX GARÇON: Célibataire endurci, ayant résisté vaillamment aux assauts des femmes en demande de sécurité, l'ami de famille, celui qu'on envie.

—LA PUCELLE: Pure et innocente et endormie par l'éducation, rêvant de se donner et d'aimer mais pas n'importe comment, seulement avec un grand "A", attend son Sauveur, le mari qui lui montrera la vie.

—LE PUCEAU: Ne rêve que de baiser, de prendre, rêve à sa maladresse et à la femme qui lui montrera comment s'en sortir, se vante de ses exploits imaginaires et ridiculise la femme parce qu'il en a peur.

—LA FEMME "LIBÉRÉE": Est au-dessus de tout, rien ne l'atteint plus, en veut aux hommes, se consacre à sa carrière, agressive, paranoïaque, ne veut plus donner.

—LE GARS "COOL": Suit la mode de la contre-culture, dépense pour posséder "le bien paraître" cool, a les bras assez larges pour recevoir toutes les femmes du monde.



La famille d'aujourd'hui et de demain

“Selon la conception matérialiste du monde, le facteur dominant, en dernier ressort, dans l'histoire, c'est la production et la reproduction de la vie immédiate. Les institutions sociales sous lesquelles vivent les hommes d'une certaine époque historique et d'un certain pays sont déterminés par ces deux sortes de production: par le stade de développement où se trouvent d'une part le travail, d'autre part la famille.” (Engels. L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'État)

Ainsi se pose le problème de la famille, institution qui encadre la reproduction de la vie, des hommes. Historiquement, la famille a survécu, elle a été transformée, adaptée aux besoins de la société à mesure que cette dernière se développait. À l'heure actuelle, de nombreux débats se mènent autour de la question de la famille. Certains la défendent avec acharnement, d'autres prédisent son éclosion ou son abolition plus ou moins prochaine. Qu'en est-il exactement? De quelle type de famille s'agit-il? Retracer le développement de la famille à travers le développement des sociétés nous permettrait peut-être de voir un peu clair sur cette question.

La famille, cellule de base de la société

De tout temps, la famille a été conçue comme telle et jouait effectivement ce rôle. La cellule familiale constitue l'organisation de base de toute société, organisation qui sert la reproduction des hommes, qui intègre l'individu à la société et dont il a besoin pour être un être social et ainsi reproduire les valeurs sociales nécessaires au maintien de la société.

Cependant, la famille a rempli, d'un type de société à l'autre, des rôles plus ou moins différents tout en demeurant essentiellement cellule de base.

La famille, cellule économique

Dans les sociétés primitives, l'unité sociale de base n'était pas la famille proprement dite mais le clan matriarcal organisé et dirigé par les femmes. Dans ces sociétés communales, existant avant l'apparition et le développement de la propriété privée, les femmes jouaient un rôle économique et social prédominant. Les enfants étaient élevés en commun et la maternité était une fonction sociale. Avec la fin de l'économie de subsistance, le développement du surplus et de son accumulation en tant que propriété privée, les fonctions économiques et sociales passèrent des clans matriarcaux aux familles patriarcales. Ce fut le résultat d'une révolution sociale qui culmina dans le renversement des relations collectives de propriété privée et la division de la société en classes, l'oppression spécifique de la femme commençait à travers la nouvelle forme d'organisation sociale: la famille patriarcale.

La famille constitua alors la cellule de base de la production. L'économie reposait sur elle: les moyens de production étaient concentrés entre ses mains. La reproduction des biens matériels reposait donc sur une unité de base autant que la reproduction de la race. À l'époque, la famille alors très large était fermée sur elle-même: elle se suffisait à elle-même. C'est aussi à cette époque que coïncide l'origine de l'oppression de la femme, soit avec le changement de la propriété collective en propriété privée. De fait, les hommes allaient jouer le rôle prédominant dans la production et la femme se voir assigner les tâches domestiques y compris l'éducation des enfants. L'homme devenant ainsi le principal acteur dans l'activité économique, devenait en même temps l'autorité au sein de la famille. Autoritaire, dominateur, à la fois sur la femme et sur les enfants.

La famille, cellule idéologique

À mesure que le capitalisme se développe, les moyens de production sont concentrés dans les mains d'un plus en plus petit nombre d'individus. Ainsi, petit à petit, le contrôle économique sort des mains de la famille. Les nouvelles conditions économiques et les nouveaux besoins commandèrent à la cellule familiale un nouveau rôle sans pour autant la liquider. Rôle qui consiste essentiellement en une fonction idéologique: la transmission des valeurs nécessaires au maintien de la société de classes.

Cette société de classes commandait la transmission de valeurs telles: l'autorité, la domination (père, patron), la soumission (des enfants aux parents, de la femme à l'homme, de l'employée au patron), la dépendance (économique et idéologique), la concurrence, la compétition. La structure hiérarchisée de la société se reflète sur la famille: père, mère et enfants; plaçant de fait la femme et les enfants dans une situation de dépendance économique et idéologique par rapport au chef de famille.

La famille, par l'entremise de la femme ou mieux de la mère, a donc pour rôle de reproduire en même temps que les hommes, les rapports sociaux et d'enseigner aux nouveaux venus dans la société leurs rôles social et sexuel.

Ainsi, elle forme des garçons forts qui seront les futurs pères avec toutes les caractéristiques qu'on veut bien lui donner pour remplir les fonctions assignées aux hommes dans notre société. D'autre part, elle forme des filles à l'image de la femme, dociles dépendantes, des ménagères ou plutôt des mères reproduisant ainsi le rôle de la femme tel que vécu dans ce type de société.

Ce que nous venons de décrire correspond bien au type de famille que nous connaissons ici. Famille répressive, dit-on, simplement à l'image de la société et remplissant les

fonctions que celle-ci lui assigne.

Aujourd'hui, certains prétendent que l'école et d'autres institutions mises en place par la société remplissent ce rôle idéologique et pourraient à plus ou moins long terme prendre la place justement de la cellule familiale. Certes, la prise en main de tout le secteur de l'économie par les monopoles enlève à la famille son rôle économique, en mettant l'accent, bien sûr, sur l'individualisme, sur une certaine indépendance des individus. Mais l'importance de la transmission des va-

l'heure actuelle dans la mode de production capitaliste avancé est surtout orientée vers la reproduction de la force de travail nécessaire, reproduction donc des hommes. Relié à cela, la femme n'est plus l'éducatrice par excellence qu'elle était, mais sa fonction est au sein de la famille de reproduire et d'entretenir la force de travail. La reproduction de cette force implique donc reproduire un produit social homogène qui répond aux impératifs de la production (individus dociles, respectueux de l'autorité, etc.)

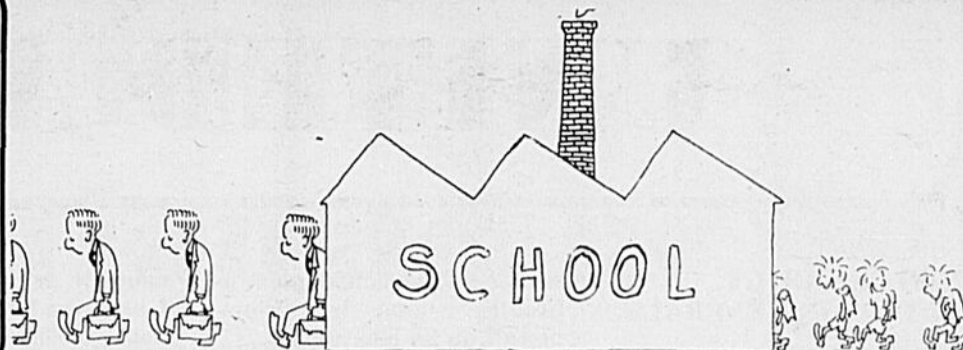
Il faut voir bien clairement



leurs est tout aussi importante et la famille reste encore le premier lieu de référence de l'individu. En fait, les autres institutions telle l'école ne viennent qu'assister la famille, l'aider à mieux remplir son rôle, à reproduire les rapports d'inégalité entre les hommes, véhiculer les mêmes valeurs. Ils l'aident mais en même temps lui enlève une grosse part de à véhiculer les mêmes valeurs. Ils l'aident, mais en même temps lui enlèvent une grosse part de son influence. Il apparaît alors plus clairement que la famille à

que le type de famille correspond à un mode de production bien particulier. Abolir la famille? Pourquoi? La famille en soi, pas plus que l'école en soi, n'a rien de malsain malgré tous les vices dont elle est accablée; elle est pensée et vécue en fonction du contexte dans lequel elle s'inscrit. L'organisation de base de la société qu'elle se nomme famille ou autre, quelle que soit la forme qu'elle prend, demeure présente, voire essentielle, même si la famille telle que nous la connaissons disparaît.

LA CONTESTATION AU SECONDAIRE...



LA CONTESTATION AU SECONDAIRE

La semaine dernière, jeudi le 3 octobre, plus de 7,000 étudiants du niveau secondaire ont débrayé et environ 2,000 d'entre eux sont allés manifester dans le but de présenter leurs griefs aux commissaires de la CECM en réunion. Les griefs portaient sur la mauvaise qualité de l'enseignement due aux classes surpeuplées, sur les horaires et sur les choix de cours non respectés, sur l'archaïsme en général des règlements d'école et sur le manque d'implication des étudiants dans la vie scolaire. C'est donc sur des positions très concrètes que se battent les étudiants des écoles secondaires Le Plateau, Émile Nelligan et Saint-Stanislas et des polyvalentes Pierre-Dupuis et Jeanne-Mance. C'est d'ailleurs avec l'accord et l'appui unanime des professeurs et des parents que ces étudiants ont formé le MLE (mouvement de libération étudiant) et c'est encore avec le même accord qu'ils ont donné aux commissaires de la CECM la date limite du 10 octobre pour répondre à leurs griefs. D'autre part, parents et professeurs ont insisté pour que la CECM ne prenne aucune sanction contre les élèves les plus impliqués dans la lutte actuelle.

UNE RÉVOLTE DE "PÉDAGOGIQUEMENT FAIBLES"

Actuellement, la lutte entreprise par les étudiants avec l'aide des parents et des professeurs de certaines écoles secondaires est en train de déboucher sur un regroupement plus global et plus représentatif de toutes les écoles secondaires. De fait, à l'heure actuelle, c'est la région 2 de la CECM qui est touchée en grande partie par la contestation étudiante. Cette région est d'ailleurs considérée dans les structures de la CECM comme la "zone grise" de la commission scolaire: 80 pour cent des étudiants sont classés "allégés" c'est-à-dire "pédagogiquement faibles". Ce fait seul, auquel on essaie de ne pas trop donner de publicité, porte à réfléchir. Car le classement des étudiants en "allégés", "régulés" ou "avancés" montre de façon très claire comment l'école bourgeoise compartimente les étudiants. Ceux que

l'on considère comme pédagogiquement faibles ne sont en fait que des gens qui, par réaction, rejettent la culture et l'idéologie bourgeoise que l'école et ses structures essaie de leur faire assimiler. Inversement, la clientèle des cours dits "avancés" sont ceux qui, en fonction de toutes sortes de facteurs extérieurs à l'école (la famille par exemple) ont le plus de facilité à assimiler les valeurs bourgeoises que véhicule l'école en société capitaliste.

On comprend donc mieux ainsi qu'une contestation qui ne visait au départ qu'à régler des problèmes "techniques" débouche maintenant sur une remise en question plus large de tout le mode de vie des institutions d'enseignement secondaire. Consciente de cette situation, l'Alliance des professeurs de Montréal a d'ailleurs depuis le début donné son appui concret au MLE.

LA FAUSSE SOLUTION DES BOSS DE LA CECM.

Devant ce problème (nouveau?) qui ressurgit soudain à la face des commissaires, ceux-ci ont proposé comme solution d'impliquer de façon concrète au niveau de l'enseignement secondaire, un projet qui jusque-là ne devait s'appliquer qu'au niveau du primaire. En gros, ce projet vise à resserrer les liens entre les parents et l'école et à encadrer pédagogiquement les élèves des milieux "sous-développés" de manière à les intégrer au système scolaire, ce qui en fait sous-entend une opération de replâtrage et ce par l'injection de \$142,263.00 au niveau de la CECM.

Ce que proposent les commissaires est donc de toute évidence une fausse solution qui masque les vrais problèmes et qui ne vise ni plus ni moins qu'à récupérer la contestation étudiante des milieux populaires. "L'Opération Renouveau" ne vise ainsi qu'à intégrer les étudiants des milieux populaires à la culture bourgeoise alors qu'il faudrait entre autre chose que ce soient les éducateurs qui s'intègrent dans les milieux où ils doivent travailler. La solution n'est pas d'imposer aux étudiants de ces milieux un schéma type de système d'éducation d'ailleurs conçu pour d'autres milieux (bourgeois

faut-il le dire?) mais de laisser aux gens le loisir de créer des structures nouvelles où on véhiculera autre chose qu'une idéologie de l'éducation dûment copiée sur le système politique et économique valorisant l'individualisme et des rapports calqués sur des rapports de production. Ce que démontre la contestation actuelle des étudiants, des parents et des professeurs à la CECM c'est que le système d'éducation doit être

remis aux mains de ses usagers, rien de plus...et rien de moins! Cependant, il faut bien être conscient qu'un tel changement ne peut se faire isolément car il serait vite récupéré.

Mais quelles pourraient donc être les solutions à ce problème? Il serait sans doute impossible d'en proposer de véritables à l'heure actuelle. Malgré tout, la solution (ou du moins un début de solution) réside

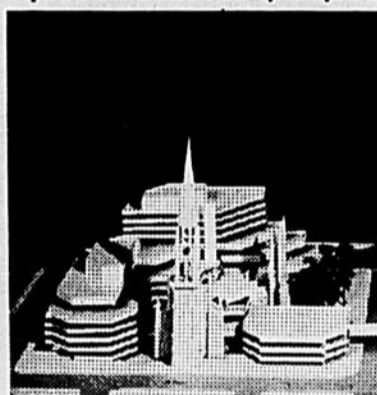
d'après nous au niveau d'une remise en question des bases, de la structure et de l'idéologie véhiculée en système capitaliste. La contestation actuelle dans l'éducation au niveau secondaire démontre bien dans le contexte où elle se situe, l'importance de la prise de conscience qui la suivra. Au lieu de "replâtrer" continuellement il faudrait probablement penser construire du nouveau.

Encore la réforme Després

Dans le domaine de l'éducation, l'État continue son offensive de rentabilisation sous le signe de la centralisation sous prétexte d'efficacité administrative. La réforme Després, à l'Université du Québec, est un exemple parfait de cette nouvelle politique du ministère. Mais cette réforme, passée en douce le 26 et 27 juin, suscite des oppositions grandissantes. En effet, la réforme Després, dès le début, fut mal accueillie par les professeurs. Car l'aspect centralisateur de la réforme touche, entre autre, directement la convention collective des enseignants. Le CLIUQ (comité de liaison intersyndical de l'UduQ à travers la province) décida d'engager une journée d'assemblée générale ou de débrayage dans chaque constituante de l'UduQ. On débuta donc à l'UQUAM, mercredi passé par une assemblée générale convoquée par le SPUQ (syndicat des professeurs de l'UduQ). À cette assemblée, les professeurs assistèrent nombreux. Il fut voté par une forte majorité (82%) une journée de débrayage. Par la suite, l'assemblée se prononça en faveur de deux autres propositions: 1) l'abrogation de la réforme Després; 2) refus de la consultation demandée par le ministère. Une troisième fut simplement proposée par l'exécutif du SPUQ: consultation par le syndicat de chaque module sur un contre-projet à la réforme.

Dans l'après-midi, il y eut un meeting central où les professeurs avaient invité les étudiants aux discussions en ateliers. Pour les

étudiants présents, la question était de savoir: pourquoi les professeurs les invitaient. Après un débat de quelques



heures, il apparut globalement pour les étudiants présents qu'il doit y avoir un mouvement le plus unitaire

possible entre les professeurs, les employés de soutien et les étudiants contre la réforme Després. Mais les énergies ne doivent pas être gaspillées dans l'illusion d'une pseudo-contre-réforme, telle que demandée par l'exécutif du SPUQ. Le progrès de la lutte ne pourra se réaliser que dans une riposte généralisée.

À l'assemblée syndicale des professeurs qui a suivi le meeting, il fut principalement décidé de faire une ligne de piquetage devant l'Assemblée des Gouverneurs le 23 octobre.

La riposte semble vouloir se développer et s'organiser à l'UduQ.

Vol. 57 du Quartier latin,
No. 6, 16 octobre 1974

COORDINATION TECHNIQUE

Elisabeth Pelletier

COLLABORATEURS

Danièle Bourassa

Maryse Turcotte

Roger Hobden

Marie Pluteau

PIERRE PAQUETTE

RONALD CAMERON

Jean Belliveau

Roch Breton

Sylvain Meunier

INA MOTOI

MARCEL MONET

Les réunions de préparation ont lieu le MERCREDI à 17h. au 5ième étage du Centre Social (C-5518)
La discussion des textes à paraître au même endroit le DIMANCHE à 14h.

Dépot légal: Bibliothèque Nationale

Composition et montage: D.S.C. Inc.

Imprimé par: Imprimerie Payette et Simms.

UNITED AIRCRAFT

HISTORIQUE ET SITUATION GÉNÉRALE.

Bref historique.

Les ouvriers de la United Aircraft, (deuxième usine en importance au Québec, en terme d'emplois) syndiqués par la TUA en 1964, amorçaient leur deuxième grève le 7 janvier 1974. La compagnie tenta par tous les moyens de briser cette grève légale et d'écraser le syndicat. Ainsi, elle obtint trois infonctions (l'arme légale préférée des boss); la première devait garantir le libre aux bureaux pour les cadres et les employés; la deuxième réduisait à trois le nombre de piqueteurs par entrée de l'usine; la dernière interdisait carrément tout piquetage. Face à la résistance des ouvriers aux injonctions, la cie eut recours à des amendes substantielles: 1. \$20,000 au syndicat, 2. une autre à 10 travailleurs et au syndicat pour avoir défié l'injonction, 3. condamnation à deux ans de prison à un délégué syndical accusé de militantisme. Un petit détail en passant, les boss de la United n'ont pas hésité à payer les \$800./jour nécessaires pour s'assurer une présence active des policiers de Longueuil. ET LE "DROIT DE GRÈVE" DANS TOUT ÇA?

Une grande multinationale.

United Aircraft en tant que multinationale américaine possède plusieurs usines dont 4 au Canada (5,300 travailleurs concentrés au Québec), de nombreuses autres au U.S.A. et un peu partout à travers le monde. Les 25,000 travailleurs employés aux U.S.A. négocieront en novembre prochain et leur principale revendication vise leur sécurité syndicale par la Formule Rand. Des accords ont été conclus entre United au Québec et aux U.S.A., au niveau des exécutifs syndicaux, concernant la limitation de la production de pièces devant être expédiées au Canada afin de ne pas nuire à la grève. Cependant, les syndicats américains n'ont pas mis de l'avant

semble-t-il, des actions plus militantes comme les "slow-down" ou les boycottages.

Comme on le sait, United Aircraft se spécialise dans l'aéronautique, plus spécifiquement dans la fabrication de moteur d'avion, d'auto, train. Pas surprenant qu'elle obtienne 37% de ses revenus de l'armée américaine!

Malgré que le secteur dans lequel elle produit soit reconnu comme très rentable et que son chiffre d'affaires dépassent effectivement les cent millions, elle prétend ne pouvoir offrir plus de 18 millions en salaires. Pourtant durant la grève elle accorda deux augmentations de salaire substantielles dont la deuxième touchait spécifiquement les scabs! De plus, le gouvernement canadien lui accorda pour environ 80 millions de subventions depuis 1962 et pour plus de 200 millions en contrats de toutes sortes depuis 1969. Le gouvernement du Québec pour sa part pris l'initiative d'accorder une subvention de 5 millions visant la création de 650 nouveaux emplois. Dans les faits, cette subvention contribua à la mise à pied de 500 ouvriers au profit d'une "modernisation" dans les techniques de production. Par ailleurs, en 1971 la compagnie fit reporter sur les employés non syndiqués le coût d'une baisse dans la production par une réduction de 6% de leur salaire.

Conditions de travail et revendications des ouvriers

Les ouvriers sont soumis à une hiérarchisation très poussée de la production. Cette hiérarchie implique des difficultés non négligeables d'accès à un grade supérieur. Ainsi un ouvrier compétent et ayant beaucoup d'expérience peut se voir refuser ce gain par le contremaître de son département sous maints et maints prétextes, en raison même de sa haute productivité. La moyenne des travailleurs se trouvent au grade 6 alors que la moyenne d'âge de ceux-ci se situe aux alentours de 38 ans, ceci est très avantageux à la compagnie quand au

montant de salaires à payer. Leur revendication: augmentation salariale uniforme pour tous par opposition à l'offre de la Compagnie (augmentation en %; beaucoup moins coûteuse et augmente les écarts ce qui conduit à une division entre les travailleurs.

La compagnie a tenté à plusieurs reprises d'imposer la semaine continentale aux ouvriers qui résistèrent. Alors plus subtilement, elle a introduit un système de "shift", ce qui revient à peu près au même. De plus elle impose un surtemps obligatoire.

Leur revendication: horaire de travail fixe pour empêcher le travail du dimanche à taux

cutif à mis sur pied des comités plus spécifiques pour mener à bien la lutte, qu'il s'agisse de stratégie, d'information, de fonds de dépannage, etc. Depuis le début de la grève, les ouvriers ont tenu régulièrement des assemblées générales durant lesquelles l'exécutif syndical les informait de l'état des négociations. Bien que la compagnie montra très tôt son désintérêt quant aux négociations, et que, par le fait même la lutte n'avancait pas rapidement, les ouvriers se sont sans relâche mobilisés. Ils avaient eu l'expérience de la grève de '67 et en avaient tiré les leçons: nécessité de la solidarité des gars entre eux, meilleur

rent utiles mais toutefois insuffisants. Ceux de la TUA visent à payer les loyers et autres comptes en retard.

Parmi les actions concrètes, il y a eu la manifestation du 29 mars dernier organisée par le front inter-syndical Rivie-Sud et par le P.Q. Ce dernier est intervenu à quelques reprises dans la lutte, mais, jamais pour un soutien actif. Sans aucun doute, ses interventions lui fournissaient l'opportunité de gagner des votes.

Quelques mots sur la formation syndicale. Elle fut d'abord prise en charge par la TUA sur une courte période. Peu de travailleurs s'en souviennent! Il n'est pas difficile d'en mesurer l'impact très limité. Par la suite, la FTQ est intervenu avec quelques conférences, dont une portant sur l'assurance automobile au Manitoba, ce qui s'avéra peu mobilisateur pour les ouvriers. Il y a certainement eu des lacunes importantes du côté de la formation, et elles subsistent encore. Il aurait été important d'amorcer des discussions larges sur la grève, les forces en présence, la stratégie, les moyens à prendre. Dans le même sens, aucun dossier sur la compagnie ou sur la grève n'a encore été produit.

LE SOUTIEN À CETTE GRÈVE.

Par le passé, les ouvriers de United ont accordé un soutien actif à d'autres grévistes, dont ceux de Shellcast, Gypsum, CTCUM, et plusieurs autres. Ils ont participé à plusieurs manifestations (à Joliette, Montréal le 5 sept., Ministère du Travail). Ils reconnaissent l'importance du soutien extérieur, de la solidarité, de son effet de mobilisation d'encouragement dans la lutte, de même que son rôle dans le rapport de force en présence.

L'exécutif du syndicat pour sa part a entrepris depuis plusieurs mois, une campagne de popularisation de la lutte dans des usines affiliées à la TUA et d'autres à la FTQ: ceci dans le but de recevoir un appui financier concret qui viendrait grossir le fond de dépannage. Il a aussi organisé la Fête Automne-Show les 19 et 20 octobre prochain (voir les affiches).



simple; temps supplémentaire volontaire.

Autres revendications:

- formule Rand.
- indexation des salaires au coût de la vie.
- réengagement de M. André Choquette, militant syndical suspendu au début de la grève.

Réponse de la compagnie: selon le rapport d'enquête Dufresne, les deux parties sont irréconciliables par voie de négociations ou de médiation, la compagnie étant intransigente (!) et les ouvriers exigeants (?).

ORGANISATION DES TRAVAILLEURS.

Dès le début du conflit, l'exé-

leure forme d'organisation, nécessité du piquetage. Il y a eu piquetage régulier devant les différentes usines de la compagnie (minimum 4 hres/semaine par ouvrier).

Il faut dire que si la mobilisation à l'heure actuelle est quantitativement moins importante qu'au début, c'est en grande partie dû à l'obligation pour la majorité des ouvriers d'avoir un autre emploi; ils ne peuvent donc pas se rendre chaque jour au local de grève ou au local du syndicat. Les fonds de grève sont de \$30. et \$35. et \$40. par semaine par ouvrier selon qu'il est célibataire, marié sans enfants ou marié avec enfants. Les fonds de dépannage s'avè-

9 mois de grève

Aujourd'hui la production est à peu près nulle, malgré la présence de nombreux scabs (800). Précisons que ces scabs sont pour la plupart assez "symboliques", en effet, la compagnie a mis de l'avant une politique de pressions sur les ouvriers en grève, en engageant n'importe qui, sans aucune expérience, le plus souvent des membres de la famille des contremaîtres et des scabs.

La grande majorité de ces derniers sont les travailleurs les moins spécialisés de l'usine, ce qui fait que plusieurs départements stratégiques sont fermés.

Un bref rappel des tactiques de la compagnie: Celle-ci avait assigné la majorité des 2700 employés de bureau à des tâches de production et d'entretien. La réaction de ces travailleurs ne se fit pas attendre. Il y eut une démission en bloc, les gens se sont trouvés en emploi ailleurs. Voyant cela, la compagnie tenta de rapatrier au plus

LA UNITED: la situation actuelle

tôt les employés restants. Ces derniers sont donc retournés à leurs postes respectifs.

Quand aux scabs proprement dits, la compagnie leur paie des salaires extraordinaires, afin de se les lier encore davantage et de sorte qu'ils soient en mesure d'exercer des pressions en ce sens sur les grévistes. Ceux-ci, lors du piquetage violent du premier octobre, ont pu s'emparer de talons de chèques de paye de certains scabs et voir par eux-mêmes la tactique de la compagnie à cet égard.

Un bruit court selon lequel la

compagnie ferait produire ses moteurs aux États-Unis; la-dessus c'est l'incertitude parmi les ouvriers, on ne sait trop si ça se fait réellement ou si ce n'est encore là qu'une tactique employée par la compagnie, une autre qui viendra s'ajouter aux lettres de menaces, au chantage, aux visites des contremaîtres chez les grévistes.

Depuis deux semaines les ouvriers ont défié l'injonction et sont allés piqueter devant différents bâtiments de l'usine, bloquant ainsi les scabs. Les affrontements violents entre ouvriers et scabs le matin du pre-

mier octobre visaient à dissuader les scabs à rentrer de nouveau, à mobiliser davantage les ouvriers en grève en mettant de l'avant une action concrète, et à prouver aux ouvriers rentrés comme scabs depuis peu de temps que la combativité demeurerait toujours à l'ordre du jour ainsi que la détermination à gagner la grève. Cette action de piquetage mobilisa 500 grévistes et eut surtout un impact sur les scabs, réduisant leur nombre de beaucoup ce jour-là et jusqu'à maintenant. Par ailleurs la compagnie n'arrive plus à respecter ses échéances

de contrat et les compagnies clientes font des pressions malgré qu'un peu timides encore.

On ignore pour l'instant les perspectives d'action de l'exécutif, tenues secrètes pour mieux déjouer la compagnie et ses infiltrateurs possibles au local de grève, mais on voit bien que, même si la grève est longue, elle ne pourrait pas pour autant. Les ouvriers se mobilisent, ils se tiennent et ils sont prêts à continuer aussi longtemps qu'il le faudra pour remporter la victoire; l'exemple de Firestone et de Gypsum les encourage beaucoup.



Mercredi de la semaine dernière s'est effectuée une série de débrayages — boycottages — journées d'étude dans 5 CEGEPs du Québec. Il s'agit de Rosemont, Joliette, St-Hyacinthe, St-Jean, Rouyn-Noranda. L'objectif de ces mobilisations était d'attirer l'attention des autres CEGEPs afin de pouvoir mener à bien un boycottage général des TAEU (Tests d'Aptitudes aux Études Universitaires). L'originalité du mouvement tient à ce que contrairement aux mobilisations étudiantes antérieures, l'initiative revient principalement au CEGEPs à l'extérieur de Montréal. En effet, seul Rosemont participa à la journée. Par contre, il est possible qu'une mobilisation s'effectue à Montréal. Les étudiants du CEGEP Rosemont avaient organisé pour cette journée des équipes pour sensibiliser les autres CEGEPs. Bien que le mouvement s'amorce timidement, il est nécessaire pour son renforcement que se dégage un plus grand nombre de CEGEPs principalement dans la région de Montréal.

Depuis quelques années, les étudiants des CEGEPs qui veulent continuer leurs études au niveau universitaire ont à passer ce qu'il est convenu d'appeler des "Tests d'Aptitudes aux Études Universitaires" (TAEU). Ces tests que le gouvernement affirme comme "adaptés" à la culture francophone ne sont pas nécessaires pour les étudiants anglophones. Actuellement ceux-ci sont soumis à des tests d'aptitudes selon l'ancien système qui prévalait dans les institutions francophones auparavant.

Les TAEU sont une série de tests qui mesurent la "façon de raisonner" de l'étudiant et la quan-

tité de vocabulaire qu'il possède. Ce faisant, ils font miroiter une nouvelle facette de la sélection qui ne touche pas seulement les connaissances acquises à l'école, mais permet de toucher les aptitudes "idéologiques ou sociales" acquises par les étudiants. (cf. Vol. 56 no. 17, p.4)

L'Université de Montréal a, depuis toujours, joué un rôle clé dans ces tests. En effet, ils ont été composés par le service de psychologie et d'orientation de l'UdeM pour usage maison, en 1966. En 1971, le ministère de l'Éducation, face à la "validité" de ces tests, a décidé de les intégrer dans son programme d'éducation et d'en faire "un service gratuit aux étudiants". Ces tests furent au début, expérimentés partiellement; mais, d'année en année, les disciplines et les universités, qui exigeaient le passage des TAEU, s'additionnent. L'Université de Montréal, la première en liste, l'exigeait l'année dernière pour 45 de ses programmes, outre HEC et Polytechnique.

Depuis toujours les dossiers académiques sont au premier chef des méthodes de sélection pour entrer à l'université. Mais, il existe maintenant une tendance générale à utiliser comme second critère de sélection les TAEU. En effet, dernièrement, un étudiant demanda une injonction interlocutoire contre la faculté de médecine de l'Université de Montréal, qui, malgré ses résultats forts élevés, fut refusé. En procès, il apparut clairement que l'Université a motivé son refus d'admettre cet étudiant en se basant sur l'échec à son TAEU, bien qu'il se plaçait dans les 100 premiers après la première sélection. Donc, officieusement, les universités s'en servent au même titre que le dossier académique.

Cette année, le ministère de l'Éducation a décidé d'obliger tout étudiant qui se destine à l'université à subir les TAEU, peu importe si ces dernières l'exigent ou non. Quant au secteur anglophone, face à l'anarchie d'application de leur test, il est tout à prévoir que la politique d'application d'un test semblable sera bientôt la même une fois le système bien "rodé" du côté francophone. Enfin, il est tout aussi probable que le Ministère oblige les universités à utiliser et ainsi à officialiser les TAEU, comme critère de sélection au même titre que les dossiers académiques.

Mais pourquoi donc cet offensive au niveau des TAEU? Il faut ici revoir le développement des politiques de l'État en matière d'éducation. Les années 60 amenèrent un développement majeur du secteur de l'éducation, nécessité par le développement du capitalisme nord-américain. Celui-ci exigeait un rôle plus important de l'État québécois, pour assumer des services non-

productifs nécessaires à la bonne marche de l'économie. L'heure est maintenant venue d'assurer ces services à moindre coût pour favoriser principalement l'industrie.

En effet, les ministères "sociaux" et "économiques" connurent de 1965 à 1970 de fortes augmentations équivalentes; tandis que les augmentations de 1971 à 1975 favorisent à 5 contre 1 le ministère de l'Industrie et du Commerce. Fidèle au mémoire du Conseil du Patronat de 1972, l'État entreprend donc de rentabiliser l'éducation. Or cette politique de rentabilisation, l'État a déjà commencé à l'introduire. Les conditions de transmission du savoir se dégradent tant au niveau du secondaire (règlement no. 7), qu'au CEGEP et dans les universités par une surpopulation des campus. Entre autre, 2,700 enseignants au niveau primaire et secondaire ont été mis, cet été, en "disponibilité". Sous prétexte d'efficacité administrative, Després opère la rentabilisation à l'Université du Québec.

Au niveau CEGEP, les disponibilités du marché pour les techniciens se rétrécissent, malgré le maintien de la recherche de formation de techniciens. Le secteur général, surdéveloppé par rapport aux objectifs du rapport Parent, offre une trop grande clientèle aux universités. Les TAEU ainsi serviraient explicitement à régulariser les rapports entre le secteur professionnel et le général en accentuant l'inaccessibilité à l'université. Après le NRP de 1972, le dernier coup bas de l'État pour sélectionner au CEGEP ne veut que limiter le nombre de chômeurs instruits. On fera donc des chômeurs, mais on les fera moins instruits.

Aujourd'hui les CEGEPs de Trois-Rivières, Valleyfield, et St-Laurent doivent boycotter leurs cours ou participer à des journées d'étude. L'orientation qui pourra prendre le mouvement dépend largement de la situation dans le contexte global de rentabilisation. Le Parti Québécois, par l'intermédiaire du Mouvement du Québec-Français tente de canaliser les énergies étudiantes pour augmenter sa crédibilité électorale, en les orientant dans une offensive contre le Bill 22. Le problème des TAEU n'est pas un problème de droits nationaux, mais un problème de sélection capitaliste. Ainsi l'orientation du mouvement doit se diriger contre l'État qui tente de monnayer une rentabilisation en douce. Le mouvement ne doit pas non plus se restreindre aux TAEU; mais, en se liant avec les autres secteurs étudiants qui subissent la rentabilisation, il doit obliger l'État à dévoiler sa vraie nature.

C'est en octobre 1973 que les peuples arabes ont été encore une fois victimes de l'agression impérialiste et sioniste, et ce pour la quatrième fois en vingt-cinq ans.

Cette fois-ci, la guerre d'Octobre de 1973 démontra clairement que les peuples arabes fortement unis entre eux, comptant sur leurs propres forces et animés d'un esprit combatif, étaient capables de mettre en déroute l'armée sioniste, pourtant réputée invincible.

Après la défaite temporaire que leur avaient fait subir l'impérialisme et son instrument d'oppression le sionisme en 1967, les peuples arabes se mirent à lutter contre toutes sortes de complots et de plans ourdis contre eux par les deux superpuissances, qui visaient à contrôler leur élan vers la libération. Dans leur visée hégémonique du monde, les États-Unis et l'Union Soviétique ont déployé une très grande activité au Moyen-Orient pour entraver la lutte de libération nationale des peuples arabes. Leur préoccupation fondamentale, dans le passé comme au présent, est de perpétuer la situation de "ni guerre ni paix" en présentant coup sur coup des plans visant à imposer des "solutions politiques". Mais leurs efforts n'ont pas porté fruit car les larges masses des peuples arabes continuent à lutter pour la reconquête de leurs droits nationaux et à dénoncer la politique impérialiste des deux superpuissances.

Il est nécessaire de comprendre que ce n'est pas par hasard que le Moyen-Orient, surtout depuis la première Guerre Mondiale, est le théâtre de la convoitise des puissances impérialistes. Le Moyen-Orient arabe et plus spécifiquement la Palestine se situe au coeur du système impérialiste mondial. La Palestine représente la tête de pont duquel les impérialistes mènent leurs campagnes d'asservissement des peuples et des nations d'Afrique et d'Asie. Ce qui explique qu'en 1917, les impérialistes britanniques, faisant face aux grandes vagues de

AU MOYEN-ORIENT

pas de paix durable sans la restauration des droits nationaux du peuple palestinien.

soulevements arabes, furent contraints à trouver des moyens pour contrecarrer la lutte de libération nationale des peuples arabes. De là, découle la nécessité de se servir du sionisme (1) pour ériger par la suite un État fantôme qui servirait aux desseins de l'impérialisme britannique.

A présent, l'État sioniste est devenu une base politique, économique et militaire de l'impérialisme américain. Non seulement il est l'instrument de celui-ci, mais de plus il est l'objet de convoitise de l'autre superpuissance qui prétend être "socialiste" et "ami des peuples arabes". Depuis 1967, le rôle de l'Union Soviétique au Moyen-Orient est devenu clair pour les larges masses des peuples arabes. Tout en se proclamant le seul soutien de la cause arabe, l'Union Soviétique — qui pratique d'ailleurs une politique social-impérialiste (socialiste en paroles mais impérialiste dans les faits) — n'a jamais cessé, en dernière analyse, d'appuyer l'existence de l'État sioniste. Dernièrement, ils ont fourni aux sionistes des spécialistes, des ingénieurs, des techniciens qualifiés en la personne des "Juifs soviétiques désireux d'émigrer en Israël". Durant la guerre d'Octobre de 1973, de concert avec les États-Unis, l'Union Soviétique a délibérément stoppé l'élan offensif des armées arabes contre les mercenaires sionis-

tes, de peur que les peuples arabes ne parviennent à prendre le dessus de la situation et commencent à liquider les bases impérialistes au Moyen-Orient.

Présentement, la lutte menée par les peuples arabes contre l'impérialisme et le sionisme est en grande partie exprimée par la lutte de libération nationale du peuple palestinien. Essentiellement, le peuple palestinien lutte pour la restauration de ses droits nationaux usurpés par le sionisme. L'implantation de celui-ci en Palestine, c'est-à-dire la création de l'État sioniste fut réalisée grâce à l'expropriation massive des terres des paysans palestiniens et l'expulsion de la grande majorité du peuple palestinien de ses terres millénaires. C'est ainsi qu'à présent le peuple palestinien représenté authentiquement par l'Organisation de Libération de la Palestine lutte pour reconquérir ce qui lui fut originellement spolié. La reconquête des droits nationaux signifie le retour des terres et des biens confisqués à leurs propriétaires légitimes (et non pas une vulgaire compensation ou une indemnité) et conduira nécessairement à la récupération des terres que les colons sionistes occupent actuellement. En d'autres termes, pour que les droits nationaux du peuple palestinien soient reconquis, il faut que les droits dont les colons sionistes jouis-



sent à présent soient abolis.

Lorsque l'État sioniste fut créé en 1948, les puissances mondiales considèrent le "problème palestinien" comme étant celui des réfugiés à la recherche d'un abri. Et pendant environ une quinzaine d'années le peuple palestinien lutta pour se faire reconnaître le droit de survivre. C'est seulement en 1965, que cette lutte prit une forme décisive, car le peuple palestinien décida résolument de mener une lutte armée prolongée contre l'occupant sioniste. Et cela a donné des résultats concrets, car déjà en 1967, les sionistes et les impérialistes se sentant menacés agressèrent l'Égypte, la Syrie et la Jordanie. L'Union Soviétique assista à l'agression impérialiste et sioniste immobile, et ne bougea pas lorsque les armées arabes furent défaites temporairement. Mais elle fustigea quand même quelques phrases montrant son "appui à la cause arabe." Cependant, dans les coulisses elle entra en collusion avec les États-Unis pour le partage des zones d'influence dans la région s'octroyant ainsi des bases plus solides pour mieux asservir les peuples arabes.

En novembre 1967, pour formaliser leur entente, les deux superpuissances firent passer à l'ONU une résolution visant à faire capituler les pays arabes. La résolution 242, qui est toujours considérée comme

la base d'une solution garantissant la paix au Moyen-Orient, ne condamne pas l'agression sioniste, ne reconnaît pas qui est l'agresseur et qui est l'agressé, elle ignore si les droits nationaux des peuples arabes ont été usurpés, suite à la guerre de 1967, et surtout considère la question palestinienne comme étant un simple problème de réfugiés.

Actuellement, les deux superpuissances rivalisent et entrent en collusion simultanément. D'une part, elles rivalisent pour des zones d'influence dans la région, d'autre part elles entrent en collusion à chaque fois que les peuples arabes s'unissent contre elle. La visite du secrétaire d'État, M. Kissinger, au Caire et à Damas entre justement dans ce cadre; les États-Unis cherchent à imposer leur propre solution au Moyen-Orient en évitant la salle de Conférence de Genève, pour consolider ainsi ses zones d'influence. De son côté, l'URSS qui a vu son influence s'amoinrir après la guerre d'Octobre, réclame à cor et à cri la reconvoque de la Conférence de Genève en voulant y faire participer les Palestiniens. Ces derniers ont déjà énoncé les conditions pour leur participation: l'amendement de la résolution 242, qui doit reconnaître les droits nationaux du peuple palestinien, ce sur quoi l'URSS a évité jusqu'à maintenant de se prononcer.

Si le Moyen-Orient est encore dans un état explosif, cela est dû à la rivalité entre les États-Unis et l'Union Soviétique tendant à l'hégémonie. Et pour arriver à leurs desseins ils utilisent le sionisme. Tant que les peuples arabes seront opprimés par les deux puissances impérialistes et tant que le peuple palestinien n'aura pas reconquis ses droits nationaux, on peut difficilement envisager que la paix s'installe au Moyen-Orient.

1 (doctrine raciste selon laquelle tous ceux qui sont de religion juive devraient se regrouper dans un territoire donné sur une base exclusiviste.)

Chili

C'est le 5 octobre à Santiago, au cours d'une des nombreuses perquisitions arbitraires, qui sont habituelles au Chili depuis plus d'un an, que la junte découvrit par hasard la maison dans laquelle Enriquez et quelques camarades du MIR (Mouvement de la Gauche Révolutionnaire) avaient installé une base opérationnelle.

Après un violent affrontement armé, Miguel Enriquez, un des principaux dirigeants du MIR et de la résistance, fut abattu. Ce n'est qu'après coup que les militaires découvrirent l'identité de leur

victime. Pour eux, il y avait de quoi être fiers: le 1er ennemi sur la liste de la junte depuis le coup d'État s'ajoutait à la longue liste des militants assassinés...

Pour la dictature militaire, il ne fait aucun doute que la disparition d'Enriquez affectera la confiance de la résistance; pour la résistance, au contraire, si le nombre de ceux qui sont morts et emprisonnés est impressionnant, la détermination de ceux qui restent l'est encore davantage. Ceux-ci toujours plus nombreux essaient d'adapter la lutte aux difficiles condi-

tions d'aujourd'hui et préparent ainsi le combat décisif de demain que prédisent déjà certains faits.

Comme on le voit, la junte est loin d'avoir changé sa tactique de "reconstitution nationale"; à cause du désastre économique, la base sociale des militaires s'effrite davantage chaque jour, aussi doit-elle recourir à une répression de plus en plus soutenue. Aussi, le soutien international, plus nécessaire que jamais, a la possibilité concrète d'affaiblir la dictature et de renforcer la volonté de ceux qui luttent contre elle.